

Revue de presse du Mali

Semaine N°2 de Juillet

Bienvenue sur la revue de presse hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

- **ALLIANCE DES ÉTATS
DU SAHEL (AES) : Ce qu'il faut retenir
du 1er sommet des chefs d'États**
- **PARTENARIAT NUCLÉAIRE
Des ingénieurs maliens bientôt formé par
la Russie**
- **CEDEAO
Faye mandaté pour discuter avec le
Burkina, le Mali et le Niger**

ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL (AES)

Ce qu'il faut retenir du 1er sommet des chefs d'États

Le premier sommet des chefs d'État de l'Alliance des États du Sahel (AES) s'est tenu à Niamey, au Niger, le 6 juillet 2024.

Cette rencontre historique a vu la participation des présidents du Burkina Faso, du Mali et du Niger, et a abouti à des décisions importantes pour l'avenir de la région.

La question de la sécurité a été au cœur des discussions, les dirigeants ont réaffirmé leur engagement à lutter contre le terrorisme et à assurer la stabilité de la région.

La création d'une force unifiée des États du Sahel a été annoncée, symbolisant la volonté des pays membres de mutualiser leurs moyens militaires.

Un des résultats majeurs du sommet est l'adoption du traité instituant la Confédération des États du Sahel.

Cette nouvelle entité vise à approfondir l'intégration entre les trois pays, en coordonnant les politiques dans divers domaines tels que la diplomatie, l'économie, le développement et la sécurité.

Sur le plan économique, les chefs d'État ont acté la création d'une banque d'investissement AES et d'un fonds de stabilisation. Ces outils visent à promouvoir une politique économique endogène et à soutenir le développement des pays membres.

Retrait de la CEDEAO et nouvelles perspectives de coopération

Les trois pays ont confirmé leur retrait de la CEDEAO, une décision lourde de conséquences pour l'avenir de la coopération régionale.

Ils ont cependant exprimé leur volonté de mettre en place des mécanismes alternatifs pour faciliter la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'espace AES.

L'accent a également été mis sur la communication, avec l'annonce d'une stratégie visant à promouvoir l'utilisation des langues nationales dans les médias et la mise en place de plateformes numériques « certifiées ».

Déclaration de Niamey : principes fondamentaux et vision pour l'avenir

L'adoption de la « Déclaration de Niamey » vient couronner ce sommet.

Ce document réaffirme l'attachement des pays membres aux principes des Nations Unies et de l'Union africaine, tout en soulignant leur volonté de refonder leurs États sur la base de valeurs historiques et socioculturelles propres.

Le premier sommet de l'AES marque donc un tournant décisif pour le Sahel. La création de la Confédération des États du Sa

el et les décisions prises en matière de sécurité, de coopération économique et de communication ouvrent la voie à une nouvelle ère d'intégration et de collaboration entre les trois pays membres.

Reste à présent à concrétiser ces ambitions et à relever les nombreux défis auxquels la région est confrontée.

Ce premier sommet fait suite à trois grandes réunions ministérielles tenues à Bamako du 23 novembre au 1er décembre 2023, à Ouagadougou du 12 au 14 février 2024 et à Niamey le 17 mai 2024,

L'avenir dira si cette initiative permettra effectivement de créer cet « espace souverain de sécurité, de paix et de prospérité » tant espéré par ses fondateurs.

Source : L-frii



PARTENARIAT NUCLÉAIRE

Des ingénieurs maliens bientôt formé par la Russie

La Russie, par l'entremise de son agence fédérale de l'énergie atomique ROSATOM, a signé un accord historique avec le Mali.

L'accord signé avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la République du Mali s'inscrit dans une mission de partage d'expertise et de formation.

Il promet d'ouvrir les portes à une génération nouvelle d'ingénieurs et de cadres maliens, armés des connaissances nécessaires pour propulser le pays dans l'ère de l'énergie nucléaire.

L'objectif de cet engagement mutuel prolonge bien au-delà de simples échanges académiques. Il vise à créer un cadre solide pour le Mali, lui permettant de gérer de manière autonome et sûre ses infrastructures nucléaires potentielles.

Ce transfert de compétences est essentiel pour la réussite long terme de projets futuristes, incluant la construction d'une centrale nucléaire de conception russe à faible puissance, annoncée lors de la visite de la délégation de ROSATOM.

L'accord avec le Mali n'est pas un acte isolé. Il s'inscrit dans une série d'initiatives similaires de la Russie avec d'autres pays de l'Alliance des Etats du Sahel, notamment avec le Burkina Faso.

Ces viennent à renforcer la sécurité énergétique, le développement industriel et l'éducation au sein de la région, créant ainsi un réseau de collaboration innovant entre la Russie et les nations sahéliennes.

Ce partenariat, centré sur la formation et le transfert de technologie, est un pilier de la stratégie de développement durable du Mali.

En ouvrant la voie à la construction de futures infrastructures nucléaires, cet accord met en lumière l'importance d'une collaboration internationale solide et d'une vision à long terme pour l'avenir énergétique de la région.

Source : Croissance Afrik

CEDEAO

Faye mandaté pour discuter avec le Burkina, le Mali et le Niger

La CEDEAO a demandé dimanche au président sénégalais Bassirou Diomaye Faye de dialoguer avec les trois États membres dirigés par des militaires pour tenter de réunifier la région dont la stabilité est menacée depuis leur décision de quitter le groupe en janvier.

Lors de son sommet à Abuja, capitale du Nigeria, la CEDEAO a désigné M. Faye comme son envoyé pour rencontrer le Mali, le Niger et le Burkina Faso, qui ont formé leur union séparée après que leurs coups d'État respectifs ont rompu les relations avec leurs voisins.

Les termes du dialogue n'ont pas été précisés dans l'immédiat. Le président sénégalais, qui est devenu le plus jeune dirigeant d'Afrique après sa victoire électorale en mars, "a toutes les qualifications requises pour servir de facilitateur", a déclaré Omar Alieu Touray, président de la Commission de la CEDEAO, lors du sommet.

Les trois pays victimes du coup d'État avaient déjà déclaré lors de leur sommet de la veille qu'ils avaient "irrévocablement tourné le dos à la CEDEAO". C'est la première fois en près de 50 ans d'histoire que la CEDEAO perd des membres de cette manière.

Les analystes considèrent que la mission de M. Faye est importante dans le contexte d'une crise régionale sans précédent. Toutefois, elle ne sera probablement pas fructueuse de sitôt en raison des tensions régionales qui subsistent, a déclaré Karim Manuel, analyste pour le Moyen-Orient et l'Afrique auprès de l'Economist Intelligence Unit.

M. Touray a déclaré qu'il s'agissait de la pire période que le bloc ait connue depuis des années. "Notre région est également confrontée aux risques de désintégration. Lorsque vous sortez d'un accord, vous n'en faites certainement pas partie. S'il s'agit de libre-échange, de libre circulation des personnes, le risque de perdre ces concessions demeure".

Outre les projets économiques que la CEDEAO pourrait être amenée à suspendre dans les trois pays s'ils ne reviennent pas, leur retrait pourrait également affecter leurs citoyens. La CEDEAO, en tant que principale autorité politique et économique de l'Afrique de l'Ouest, offre la liberté de commerce et de circulation sans visa au sein des États membres.

Les observateurs ont également mis en garde contre le fait que les coups d'État dans les pays pourraient enhardir d'autres armées, en particulier dans les pays où les citoyens se sont plaints de ne pas bénéficier de leurs riches ressources naturelles.

Source : AfricaNews

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de